

CAVALAIRE Lors de sa réunion annuelle, le comité de sauvegarde de la Baie a invité les prochains candidats à la municipalité. En l'absence du maire Philippe Leonelli, son adversaire Nicolas Rodriguez a pu étaler les différents points de son programme.

Une assemblée aux allures de meeting

PAR JOCELYN FLORENT / JFLORENT@NICEMATIN.FR

À L'ENTRÉE DE la salle des fêtes, notre édition du mardi 5 août avec l'article expliquant les raisons de l'absence du maire, Philippe Leonelli à l'assemblée générale du Comité de sauvegarde de la baie de Cavalaire. Sur les chaises, une tribune signée de sa main, justifiant son refus à l'invitation.

Le président de l'association, Henri Bonhomme précise que cette séance annuelle sera différente : « L'objet essentiel de notre réunion est de permettre aux candidats de présenter leur programme à partir des thèmes que nous décrivons. »

Sur la scène en face de lui, deux chaises dont une vide, celle de Philippe Leonelli. L'absence de son adversaire aura laissé tout le loisir au deuxième invité, Nicolas Rodriguez de dérouler ses idées. L'occasion de lancer sa campagne facilement, gratuitement, avec un public assuré (un peu plus de 200 personnes) et en terrain presque conquis.

En réponse aux propos du premier édile qui qualifiait de tribunal politique cette assemblée générale, Henri Bonhomme lance la séance par ces mots : « Nous sommes apolitiques et nous ne prendrons parti pour aucune liste. [...] L'exercice du jour se qualifie, pour les esprits ouverts, de démocratie. En fait, nous pouvons le

remercier car plus il parle de nous, plus nous sommes connus à Cavalaire. »

L'avenir des Flots bleus et Alpazur

Henri Bonhomme rappelle, dans cette affaire des Flots bleus, que le Comité s'est constitué partie civile auprès du Tribunal judiciaire. « L'objectif est d'obtenir la destruction complète du bâtiment et la restitution de la plage aux Cavalairois. » Il demande la même chose pour l'Alpazur pour lequel l'association est aussi engagée dans une procédure.

Le président du comité de sauvegarde, Henri Bonhomme, a assuré d'emblée que l'assemblée serait différente. PHOTO J. F.



« Est-ce qu'à ce sujet, M. Rodriguez, s'il est élu - c'est ce qu'on... ce que certains d'entre vous vont lui souhaiter - quelles dispositions pourrait-il prendre ? », se corrige de justesse le président.

Au candidat de répondre, dans une position avantageuse : « L'objectif est d'acquiescer ces bâtiments pour les détruire, soit à l'amiable, je me suis déjà rapproché d'un propriétaire qui n'est pas contre, soit par expropriation. »

Cœur de ville disséqué

Après s'être exprimé sur l'avenir de la villa provençale, le comité a attaqué un des gros morceaux de la réunion : le projet cœur de ville. « Nous sommes dans la démesure, l'utopie, la folie », grade le président de l'assemblée.

Il s'interroge sur la capacité de la commune à recevoir des subventions et des prêts. Ce dernier estime même que ce projet ne sera jamais réalisé : « On peut imaginer une recomposition du cœur de ville mais on peut se poser des questions. » L'association dénonce aussi une difficulté pour accéder au permis de construire qui est normalement public. « Ça fait trois semaines qu'on le réclame, on ne nous répond pas donc il doit y avoir des choses un peu confidentielles. »

Nicolas Rodriguez ira, comme

on peut s'y attendre, dans son sens, en dénonçant la suppression de places de parking, une végétalisation qui mettra du temps à se développer et des constructions surdimensionnées par rapport aux besoins de la ville.

« Une assemblée politique »

L'entièreté de la séance se tiendra sur le même schéma : l'association présente une thématique en pointant les défauts de la municipalité, Nicolas Rodriguez apporte sa solution et les adhérents posent quelques questions. Si Philippe Leonelli était absent, il était le personnage principal des échanges. Son adversaire, qui a critiqué à plusieurs reprises les promesses non tenues du maire, formulera aussi de belles annonces. Réduction de 20 % de la taxe foncière, révision du Plan local d'urbanisme, renforcement de la sécurité...

Midi sonne, « Je suis désolé, je devais vous donner la parole mais je ne pourrais pas, il est trop tard », exprime Henri Bonhomme à ses adhérents en créant l'esclandre.

Certains iront demander des explications au conseil d'administration. Un autre s'écrie : « C'est fort regrettable ! Ce n'est pas une assemblée générale mais une assemblée politique. »